



DEI-France

21, rue de Cujas

75005 PARIS

www.dei-france.org

contact@dei-france.org

Reconnue d'Utilité Publique Articles 200 et 238bis du CGI

Rapport d'Activités 2025

1) Fonctionnement interne

➤ Conseils d'Administration :

Depuis l'Assemblée Générale du 30 mars 2025, se sont tenus le CA d'installation le 30 mars 2025, puis les CA le 18 juin 2025, le 24 octobre 2025 et enfin le 24 février 2026 en amont de l'AG 2026.

Après l'AG statutaire du 30 mars 2025 s'est tenue une AG le 18 décembre 2025

➤ Bureau :

Réunions régulières, hebdomadaires lorsque nécessaire

➤ Délégations :

❖ Gard :

Notre activité principale reste l'exposition Des droits de l'homme aux Droits de l'enfant dans les collèges du Gard à laquelle nous avons rajouté une autre sur « le Droit de Vivre dans un environnement sain »

Avec cette exposition, nous allons à la rencontre des élèves de 6^{ème} en collège et des CM2 en écoles élémentaires. Nous faisons un parallèle entre le droit de bien vivre, et l'écologie- nature, pollution réchauffement climatique, bien se nourrir se soigner etc...-

Nous avons été porteurs de la Journée Universelle Des Droits de l'Enfant qui s'est déroulée, plus en amont, le 4 novembre pour des raisons techniques. Le lieu emblématique du Pont du Gard reste un endroit privilégié par le collectif.

Cette journée réunit **un collectif d'environ 36 associations** « Forum des Enfant ».

Nous collaborons étroitement avec le Conseil Départemental dans le cadre de la **Semaine Gardoise des Droits de l'Enfant** qui s'est tenue du 19 au 28 novembre toujours sur le modèle des années précédentes.

Au-delà du collectif du Forum des Enfants, **ce sont tous nos partenaires dont de nombreuses communes et associations, les barreaux d'Alès et de Nîmes, l'université nîmoise**, qui donnent à cet événement toute sa force.

Programme complet via :

<https://www.gard.fr/information/actualites/la-semaine-gardoise-des-droits-de-lenfant-2025>

Nous commençons à manquer de bénévoles car être sur toutes les manifestations mobilisent beaucoup de personnes. DEI Gard a maintenant une bonne visibilité dans le département. Des associations nous sollicitent directement. Nous avons suivi cette année trente cinq MNA dont certains prennent leurs adhésions à DEI Gard.

Nous comptons cette année soixante-dix adhérents, nombre en augmentation par rapport à 2024.

Le bilan pour notre délégation est très positif : sur nos deux principales manifestations nous avons rencontré plus de 2000 enfants et 1000 adultes.

Nous pouvons aussi nous féliciter de l'édition du livret de la CIDE : il reste un outil intéressant et nécessaire, nous le distribuons à tous les enfants et adultes rencontrés. Nous avons également concrétisé le Kakémono présentant la Politique de protection de l'enfant initié par le mouvement.

Annexe 01 : Procès-Verbal DEI Gard

<https://padlet.com/huguetliliane30/rapport-d-activit-dei-france-2025-annexes-b9wghbq516burtra>

➤ DEI International

Nous maintenons notre présence sur les réunions mensuelles de DCI Europe.

Le protocole Politique de protection de l'enfance est à intégrer sur notre site et à faire vivre : signature de l'annexe 7 par chaque membre et mise en place d'une formation.

Tous les documents sont accessibles sous

<https://padlet.com/huguetliliane30/politique-de-l-enfant-bjgmn96omejaugy>

2) DEI et ses partenaires :

- AEDE -

Le collectif (membres de la société civile, associations, syndicats...) dont la coordination est partagée entre DEI France et l'ANACEJ (Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes), s'est mis en sommeil en 2025.

Le site : <https://collectif-aede.org/>

- Dynamique pour les droits des enfants

La dynamique De la Convention aux actes a été créée en 2019 à l'occasion du trentième anniversaire de la CIDE. A partir d'AEDE et sous la prise en main de SOS village d'enfants qui met à disposition un temps salarié, 35 organisations ou associations -dont DEI - portent collectivement en direction des décideurs publics des messages de plaidoyer pour une meilleure effectivité des droits de l'enfant. Douze actes forts ont été rédigés et remis aux politiques en charge de l'enfance le 20 novembre 2019, lors d'un événement au musée des arts forains en présence de nombreux officiels et groupes d'enfants.

Ce collectif qui ne devait vivre qu'une année a décidé de poursuivre son action à partir de 2020 en rédigeant un observatoire annuel pour interpeller les décideurs publics sur les avancées et les stagnations des décisions concernant le respect des droits des enfants en référence aux thématiques des actes. Le point notable est la participation des enfants et des jeunes à l'écriture de ces observatoires.

<https://www.delaconventionauxactes.org/homepage-1/actions-publications/>

En 2025, une mobilisation s'est orientée vers la mise en place d'une représentation d'enfants au sein du CESE. Hélas la candidature de la Dynamique n'a pas été retenue pour siéger dans la prochaine mandature du CESE. Voici le décret : [Décret n° 2026-131 du 25 février 2026 modifiant le décret n° 2021-309 du 24 mars 2021 fixant la répartition et les conditions de désignation des membres du Conseil économique, social et environnemental - Légifrance](#)

Est saluée la re-nomination de la CNAPE membre de la Dynamique pour continuer à porter les sujets enfance. Des groupes de travail se mettent en place en vue des présidentielles

- OCCE

Actions OCCE en faveur de la connaissance de la CIDE

- La Fab'péda

Organisateur des rencontres internationales de la classe dehors à Marseille du 14 au 17 mai 2025

<https://rencontres-internationales.classe-dehors.org/>

Nous avons participé à cet évènement le vendredi 16 mai autour de 2 temps :

Atelier du matin « **comment utiliser la CIDE pour obtenir l'autorisation d'ouvrir un terrain d'aventures** » - Véronique Decker, Liliane Huguet et Alain Cornec

Table-ronde de l'après-midi : « **le droit des enfants à un environnement sain et durable : vers un droit d'enquête** »

Participants @~Abel (Youth for Climate), Enora Ledru (Les enfants s'organisent), Alain Cornec & Véronique Decker (DEI France).

Animée par Nicolas Loubet :

« À cette occasion, nous avons tenté de donner à voir en quoi l'éducation (au) dehors, adossée à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) contribuait à faire émerger un droit d'enquête des enfants sur leur milieux de vie, dans un monde en crises (climatique, du vivant, démocratique, etc.)

Sur la fin, DEI a eu l'occasion d'évoquer (rapidement) le partenariat entre la Fabrique des Communs Pédagogiques (organisatrice des rencontres) & le cabinet d'avocats ADALTYs, sur un éclairage juridique portant sur les obligations des collectivités en matière d'un droit des enfants à un environnement sain et durable.

Annexe 02 et 2bis : Photos

<https://padlet.com/huguetliliane30/rapport-d-activit-2025-b9wghbq516burtra>

- Comité d'entente DDD -Défenseur Des Droits

Comité d'entente de la protection de l'enfance-

DEI-France participe au Comité d'entente de la protection de l'enfance du Défenseur des droits qui regroupe les organisations engagées sur le terrain de la protection de l'enfance et des droits de l'enfant. Le Défenseur informe de ses travaux ou saisines. Les associations de la société civile débattent avec lui des questions qui les préoccupent.

- Défenseur des Droits

Synthèse du rapport « rapport enfant 2025 : le droit de enfants à une justice adaptée »

Ce rapport annuel souligne une situation préoccupante concernant la justice des mineurs en France. Il met en évidence de nombreux points alarmants

[https://www.defenseurdesdroits.fr/rapport-annuel-sur-les-droits-de-lenfant-2025-le-droit-des-enfants-une-justice-adaptee-](https://www.defenseurdesdroits.fr/rapport-annuel-sur-les-droits-de-lenfant-2025-le-droit-des-enfants-une-justice-adaptee-990#:~:text=Le%20rapport%20annuel%202025%20sur,%C3%A2ge%20et%20de%20leur%20discernement.)

[990#:~:text=Le%20rapport%20annuel%202025%20sur,%C3%A2ge%20et%20de%20leur%20discernement.](https://www.defenseurdesdroits.fr/rapport-annuel-sur-les-droits-de-lenfant-2025-le-droit-des-enfants-une-justice-adaptee-990#:~:text=Le%20rapport%20annuel%202025%20sur,%C3%A2ge%20et%20de%20leur%20discernement.)

Annexe 03 : compte rendu de la réunion du 19 novembre France

<https://padlet.com/huguetliliane30/rapport-d-activit-2025-b9wghbq516burtra>

- InfoMIE

DEI est membre de InfoMIE et en contacts réguliers pour les problématiques MNA.

Nous avons participé à l'assemblée générale le 14 juin 2025

<https://www.infomie.net/article1070.html>

- HCFEA - Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age -

Comme les années précédentes, nous avons été présents aux travaux du Haut comité de la Famille de l'Enfance et de l'Age et fait des propositions dans ce cadre, en particulier rappeler la valeur supérieure à la loi interne de la CIDE en vertu de l'article 55 de la Constitution. Dans le cadre des travaux relatifs à l'aide à la parentalité, DEI France a soumis deux propositions.

Annexe 04: les deux propositions de DEI France <https://padlet.com/huguetliliane30/rapport-d-activit-2025-b9wghbq516burtra>

- CFJ -EN

Le groupe Child Friendly Justice, animé par DCI, est consacré au développement de l'assistance judiciaire des enfants surtout en matière pénale.

Certains pays ne disposent pas de l'aide judiciaire. D'autres au contraire font nettement mieux que la France.

En 2025, nous avons suspendu notre présence sur cette instance tournée vers une professionnalisation des délégations et des échanges systématiques en anglais.

- Les 400000

Un collectif pour défendre les intérêts des quelques 400000 enfants suivis par l'ASE

<https://www.les400000.org/>

DEI France était présente à Marseille le 15/05

(Annexe 05 : photos <https://padlet.com/huguettliliane30/rapport-d-activit-2025-b9wghbq516burtra>). Cet évènement est à mettre en lien avec le travail mené par la députée Isabelle Santiago qui a publié le 1er avril 2025 un rapport accablant sur les lacunes en matière de protection de l'enfance. Environ 400 000 enfants sont en contact avec les autorités chargées de la protection de l'enfance dont près de la moitié sont extraits de leurs familles et confiés dans des foyers ou dans des familles d'accueil. Une des préconisations appelle à davantage de soutien aux familles et aux enfants très en amont afin d'éviter ces placements https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/rapports/cease/l17b1200-ti_rapport-enquete .

3) Les outils de DEI

Le départ de la secrétaire adjointe, investie sur la gestion du site, a généré une rupture dans les publications. La question du financement d'une vacation se pose car le site constitue une visibilité essentielle. Nous sommes impliqués sur Facebook, Instagram et LinkedIn mais sans réelle politique de gestion et de coordination. Là encore une professionnalisation permettrait une meilleure cohérence.

4) Actions

Soutien suite à la mort d'Awa

<https://www.midilibre.fr/2025/02/13/emotion-lors-de-la-manifestation-en-soutien-a-awa-mineure-isolee-morte-en-decembre-12511231.php>

DEI a interpellé la Procureure de la République pour non-assistance à personne en danger article 223-6 CPC.

Dépôt d'une plainte contre X le 25/02 pour connaître les circonstances du décès (Annexe 06 <https://padlet.com/huguettliliane30/rapport-d-activit-2025-b9wghbq516burtra>). Aucune suite n'a été donnée.

Les Assises du PCF pour la protection de l'enfance- Participation de JP Rosenczweig et Joël Deleule

https://www.pcf.fr/assises_pcf_protection_enfance

https://youtu.be/pOBD3C2_U6U?si=-Ly97WJectBfDdSq

La protection de l'enfance traverse une crise profonde. Lors de cette table ronde, des acteurs engagés échangent sur les enjeux et les solutions possibles pour garantir un accompagnement efficace des enfants en danger.

Avec Ian Brossat, Serge Klopp, Jean-Pierre Rosenczweig (juge pour enfants) et Véronique Sanchez. Quels défis rencontre le service public aujourd'hui ? Quelles pistes pour une réforme ?

<https://www.youtube.com/watch?v=YW3ZqVO-DZk>

Le dialogue entre les acteurs de la protection sociale semble de plus en plus difficile. Cette table ronde réunit des experts et des élus pour aborder les tensions, les défis et les solutions envisageables afin de favoriser une meilleure coopération.

Avec Laurence Cohen, Cinderella Marchand, Jean-Marc Durand et Elsa Faucillon. Quels blocages empêchent un dialogue efficace ? Comment rétablir la confiance et la concertation entre toutes les parties prenantes ?

<https://youtu.be/GSxVr6jHCuw?si=5lhR5M2am5up1JAS>

Réponses de Serge Klopp et Jean-Pierre Rosenczveig

Audition Sénat

DEI France a été auditionnée au Sénat le 23 mars 2025 sur divers points qui allaient être débattus au Sénat dans le cadre du projet de loi Attal « visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents » notamment sur les très courtes peines de prison pour les mineurs.

Le conseil constitutionnel a heureusement rappelé la primauté de l'éducatif sur le répressif (décision du CC du 19 juin 2025, censurant 8 des 15 articles de cette loi). Le Sénateur Szpiner qui avait procédé à l'audition n'a pas voté ce texte.

Journée d'étude sur l'école : Quelle école pour nos enfants ? La CIDE comme feuille de route !

https://framaforms.org/sites/default/files/forms/files/2025-11-15_je_arg_def.pdf

DEI- France a organisé une journée d'étude sur l'école le samedi 15 novembre dans les locaux de la Mairie du 5^{ème} arrondissement de Paris :

Cette journée d'étude est un projet qui remonte à quelques années. En effet, par définition l'école accueillant des enfants, il est naturel pour DEI-France de veiller au respect de la CIDE au sujet de la non discrimination mais également dans les pratiques scolaires.

« En France ce sont presque 13 millions d'élèves qui fréquentent des établissements scolaires, écoles, collèges et lycées. Ils sont accueillis par près d'1 200 000 enseignants, personnels d'éducation, d'administration et de direction dans 60 000 établissements scolaires répartis sur notre territoire.

Aujourd'hui, 10% des jeunes sortent du système éducatif soit sans diplôme pour 5% soit avec seulement le brevet pour les 5 autres %. Et aussi pas loin de 80% d'une génération obtient le baccalauréat.

Cela a été l'occasion pour DEI de rappeler que l'école est pour certains enfants synonyme de carences ; c'est trop souvent le cas pour les enfants handicapés, les enfants du voyage, les enfants des bidonvilles et les enfants sans adresse, les mineurs isolés étrangers, et enfin les enfants victimes de mesures disciplinaires abusives, de maltraitances et de violences institutionnelles.

Beaucoup moins souvent relevées, sont les carences concernant les exigences de la Convention qui consacrent le droit pour les enfants d'exercer progressivement selon leur degré de maturité et de discernement les libertés civiles démocratiques fondamentales d'expression libre, de publication et d'association. La participation des enfants à l'élaboration de toutes les décisions les concernant reste encore largement ignorée, excepté dans les réseaux éducatifs de coopération scolaire, dont l'influence reste marginale.

C'est pourquoi DEI dans son rôle de veilleur de la CIDE a cherché à adresser lors de cette journée l'application de la CIDE à l'école au travers de 2 thématiques : fracture et discrimination au cœur des savoirs scolaires, et autorité à l'école.

La première thématique rappelle qu'une des finalités de l'école est l'émancipation par le savoir ; pour autant cela ne semble pas la protéger d'être une école discriminante et ségrégative.

Pour introduire ce premier axe de réflexion, nous avons bénéficié de l'expertise en politique éducative de Roger-François Gauthier qui nous a parlé des mécanismes de discrimination, de sélection sociale et de séparatisme à l'œuvre dans notre système éducatif.

Ces propos ont été suivis d'une table ronde sur ce même thème de la fracture et de la discrimination au cœur des savoirs scolaires, animée par Luc Cédelle, ancien journaliste du Monde, avec les intervenants suivants : Elise Arnol pour la FSU-SNUipp, Stéphane Fouéré pour la FCPE, Jassem Issouf et Hadiatoulaye Baldé pour le collectif #ecolepourtous, et Line Del Percio pour DEI-France.

Le 2ème axe de cette journée portait sur l'autorité à l'école et nous avons interrogé cette autorité au regard de la Convention. Pour cela, nous avons eu la chance d'accueillir Bruno Robbes professeur en sciences de l'éducation et grand spécialiste de ce qu'on appelle la pédagogie institutionnelle. Alors Bruno, dites-nous, de quelle autorité a besoin l'école ?

https://www.linkedin.com/posts/les-voix-de-l-%C3%A9ducation_on-parle-insuffisamment-des-travaux-de-activity-7412916855956246528-7XdA

La 2ème table ronde animée par un autre grand spécialiste de l'Education, Pascal Bouchard créateur de *ToutÉduc*, accueillait les intervenants suivants : Marie-France Sangla pour l'OCCE, Nicolas Loubet pour LaFabPéda et Véronique Decker pour DEI-France.

La journée a été conclue par notre président d'honneur Jean-Pierre Rosenczweig.
https://www.linkedin.com/posts/les-voix-de-l-%C3%A9ducation_quel-r%C3%B4le-pour-un-juge-des-enfants-activity-7405177652556431360-wyKr?utm_source=share&utm_medium=member_desktop&rcm=ACoAAA-jwp4BvhhxrAOL81JC9sENmaR-FKSOWMg

<https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7414966569832718336>

Formation automne 2025 (BTS économie Sociale et Familiale)

L'université de Paris-cité a fait appel à DEI cette année pour la première fois pour organiser une formation (BTS économie Sociale et Familiale) « Les droits de l'enfant et la CIDE » destinée aux étudiants travailleurs sociaux. Nous sommes intervenus à six occasions, avec l'appui de nombreux membres : Line del Percio, Fabienne Cogulet, Samir Cornet, Bernard Defrance, Juliette Marchal et Véronique Decker.

Les aspects traités étaient très divers en fonction des activités de chacun. Manifestement, cette formation a été appréciée puisqu'on nous demande de renouveler l'opération cet automne.

Des contacts nombreux ont été pris, par exemple avec l'association des avocats en droit de l'homme, François Zimeray, ancien ambassadeur pour les droits de l'homme etc....

Colloque Pédagogie et Psychothérapie institutionnelle

Intervention d'Alain Cornec au Colloque Pédagogie et Psychothérapie institutionnelle, le samedi 8 novembre

5) Divers

Nos administrateurs et administratrices sont, au-delà de l'action collective de DEI-France, engagées dans des actions de terrain (ex : Réserve citoyenne dans des établissements scolaires) au service de la défense des droits de l'enfant.

DEI-France développe la sensibilisation à la CIDE en direction d'acteurs de terrain engagés auprès des enfants.

DEI-France forme également ses propres adhérents à la CIDE.

6) Communiqués

La tendance « no kids » ne respecte pas les droits de l'enfant - Article publié le 20 novembre 2025

<https://www.cahiers-pedagogiques.com/la-tendance-no-kids-ne-respecte-pas-les-droits-de-lenfant/>

Le 20 novembre 1989 l'AG de l'ONU adoptait à l'unanimité la Convention relative aux droits des enfants.

https://www.linkedin.com/posts/jean-pierre-rosenczveig-3679411b7_journeedroitsdesenfants-cnpe-cese-share-7397236129227460608-qVhE?utm_source=social_share_send&utm_medium=android_app&rcm=ACoAADKBqL8BwkPqbeySQCuAsUVo4se6etZiaDg&utm_campaign=whatsapp

Il est à noter que DEI France a été présente à tous ses rendez-vous.

Paris le 18 avril 2026

Françoise BRIAND, Secrétaire Générale

ANNEXES

- 01** : Procès Verbal DEI Gard
- 02** : rencontres internationales de la classe dehors : ateliers du matin
- 02 bis** : rencontres internationales de la classe dehors : tables rondes
- 03** : Compte rendu de la réunion du 19 novembre avec le DDD
- 04** : Les deux propositions de DEI France
- 05** : Mobilisation des 400000
- 06** : Plainte déposée par DEI France

GLOSSAIRE

- AEDE** : Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant
- ANACEJ** : Association Nationale des Conseils d'enfants et de jeunes
- DDCA** : Dynamique De la Convention aux Actes
- FCPE** : Fédération des Conseils de Parents d'Elèves
- DDD** : Défenseur Des Droits
- InfoMIE** : Informations sur les Mineurs Isolés Etrangers
- HCFEA** : Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age
- ICEM Pédagogie Freinet** : Institut Coopératif de l'Ecole Moderne
- ANAFE** : Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers
- FIMEN** : Fédération Internationale des Mouvements de l'Ecole Moderne -

